

iFi-Latineco 
www.latineco.com

✉ 25, rue d'Astorg - 75008 Paris - France
☎ 33(0)1 47 42 23 05 - 📠 33(0)1 40 06 90 79
💻 ifi-info@latineco.com

➡ VEILLE-INFOS ◀

AMÉRIQUE LATINE



***Conjoncture
économique & politique***

Juillet 2005

Source : iFi - BM - FMI - OCDE...	Taux courts	PIB Mds\$			PIB %			Pop.M	Inflation %			Solde commercial (Mds \$)		Réerves internat (Mds \$)		Dette ext. (Mds \$)	Change/\$ (*taux officiel)		Chômage %
		07/05	2003	2004	2005 (p)	2003	2004		2005 (p)	2005	2003	2004	2005 (p)	2004	2003		12/04	06/05	
Argentine	4,5	86	151,5	140	8,8	9,0	6,5	38,9	13,4	6,1	9	11,3	15,5	27,0	22,4	126,56	2,8	2,95	12,8
Brésil	19,75	455	604,8	596	0,54	5,2	3,3	181,58	9,3	7,6	6,3	34,1	24,8	43,6	52,9	203	2,35	2,95	19,25
Chili	3,25	66,4	94,1	85	3,2	6,1	5,8	15,5	2,8	2,45	2,8	9,1	3,0	15,4	16,6	44,5	580	593	8,8
Colombie	7,4	81,2	97,3	98,1	3,4	3,96	4	45	6,5	5,5	5	0,3	0,2	8,6	13,76	39	2 318	2 771,5	13,5
Équateur	Nd	24,5	30,2	30,65	2,5	3,5	3,4	13,2	6,9	1,5	2,5	-6,2	Nd	1,8	1,56	10,76	1	1	11
Mexique	9,99	637,3	676,5	700	1,2	4,4	3,5	105	3,98	4,5	3,8	-6,0	-5,7	40,8	45,0	163,0	10,7	11,15	3,4
Pérou	2,9	56,7	68,3	62,6	3,8	4,8	4,5	27,2	2,39	3,48	2,5	2,0	0,7	9,7	12,17	30,0	3,26	3,47	9,4
Uruguay	Nd	12,3	13,217	12	3	12,3	6,3	3,24	19,4	7,6	5,5	-0,2	0,0	2,5	2,47	12,4	24,8	29,5	11,8
Venezuela	13,15	99	109,3	98,5	-9,5	17,3	6,5	25,5	31,1	19,8	18,0	14,7	14,8	14,8	24,6	25,0	2 150	1 900	15,8

Indicateurs économiques

Table des Matières

<i>Indicateurs économiques</i>	2
AMERIQUE LATINE	5
<i>Toujours le même problème</i>	5
<i>Vivre de rentes... grâce aux émigrés</i>	5
<i>Bon rythme de croissance mais</i>	6
<i>Trop de pauvres</i>	6
<i>Palmarès des économies latino-américaines en 2004</i>	6
ARGENTINE	8
<i>Encore mieux que prévu en 2005 ?</i>	8
<i>Hausse des M&A</i>	8
<i>Bon excédent commercial mais</i>	9
<i>Les élections d'octobre</i>	9
<i>Trop d'emplois au noir</i>	10
BRESIL	11
<i>Politique monétaire et croissance</i>	11
<i>Les bienfaits de la nouvelle loi des faillites</i>	11
<i>L'épargne des familles</i>	12
<i>Réajustement du SMIC</i>	12
<i>Des milliards à l'étranger</i>	12
CHILI	13
<i>Davantage de croissance</i>	13
<i>... et moins de chômage</i>	13
<i>Investissements à l'étranger</i>	13
<i>Le programme de la candidate socialiste</i>	14
<i>Bon mois pour les biens de consommation</i>	14
COLOMBIE	15
<i>Ce que cachent les transferts des émigrés</i>	15
<i>Davantage d'exportations</i>	16
<i>La politique d'Uribe</i>	16
MEXIQUE	17
<i>Entrepreneurs déçus</i>	17
<i>Combien de Mexicains ?</i>	17
<i>Davantage d'inégalités</i>	18
<i>Encore les transferts des émigrés</i>	18
<i>Les chiffres de l'emploi</i>	18
<i>Retour de la confiance</i>	19
PEROU	20
<i>Bon taux de croissance</i>	20
<i>Exportations doublées</i>	20
<i>Peuple entrepreneur</i>	20
<i>Lima est trop chère</i>	20

URUGUAY	21
<i>Pays équitable</i>	21
<i>Le coût de la passation de pouvoir</i>	21
<i>Invasion argentine ?</i>	21
VENEZUELA	22
<i>Baisse de la TVA</i>	22
<i>Hausse des revenus et hausse des dépenses</i>	22
<i>Commerce avec l'Argentine</i>	22
<i>Riche Trésor Public</i>	22
<i>Bonnes perspectives pour 2005 et 2006</i>	23

Amérique Latine

Toujours le même problème

Pour **Francisco Luzón**, Directeur Général du **Banco Santander**, le problème de la **démocratie** ne serait plus d'actualité car elle ne se trouverait plus en danger. Pour lui, le problème se pose au niveau du **développement** car, dans l'ensemble des pays de la Région, les problèmes de pauvreté et d'exclusion persistent et, dans bien des cas, s'aggravent. La lutte contre ce fléau devrait passer par une meilleure distribution des revenus et une augmentation des investissements.

☛ Commentaire d'iFi-Latineco :

Actuellement, hormis Cuba, les pratiques et les institutions démocratiques de la vie politique de presque la totalité des pays latino-américains sont hors de danger, à condition d'apporter une réponse à court terme aux problèmes posés. Faute de réponse et si les attentes d'une amélioration des conditions de vie d'une énorme majorité de Latino-américains continuent d'être reportées, la réaction des populations marginalisées depuis des siècles sont imprévisibles et pourraient porter atteinte à la vie démocratique des pays.

L'actuelle période de croissance que connaît l'Amérique Latine serait propice à la mise en place de politiques économiques accompagnées d'une réforme en profondeur. La vague de privatisations en Argentine, exemple de l'ouverture du marché tant réclamée par les investisseurs, n'a pas donné les résultats escomptés. Le gouvernement actuel s'est vu contraint d'assumer la gestion des services qui avaient été concédés...

Vivre de rentes... grâce aux émigrés

En 2004, les résidents aux États-Unis originaires des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont envoyé à leurs familles près de **46 milliards de dollars**, le Mexique étant de loin le principal bénéficiaire avec 16 milliards de dollars. Les sommes moyennes envoyées oscillent entre 100 et 300 dollars et sont destinées particulièrement à améliorer les logements familiaux (bricolage) ou démarrer un petit commerce.

Ce phénomène est devenu un facteur clé pour l'économie des pays comme le Mexique, la Colombie et l'Équateur.

Bon rythme de croissance mais...

Bien qu'en 2005 et 2006, pour l'ensemble des pays de la Région, les prévisions tablent sur une croissance économique respective de **4,5% et 4%**, elle reste inférieure à celle de 2004 qui avait atteint 5,8%, soit la plus forte depuis 1980. Malgré ce ralentissement, les économies vénézuélienne, uruguayenne, argentine et chilienne devraient progresser d'environ 6%.

Trop de pauvres

Selon l'ONU, en Amérique Latine, actuellement, **96 millions de personnes (18,6% de la population) seraient en situation d'indigence**, ce qui signifie qu'elles ne disposent pas de revenus leur permettant de vivre ! Par ailleurs, un rapport de la Cepal montre que les efforts entrepris depuis 1990 pour réduire la pauvreté du continent n'ont pas donné les résultats escomptés, sauf au Chili.

Le Brésil, l'Équateur, le Mexique, le Panama et l'Uruguay ont accompli des progrès pour atteindre les objectifs. En revanche, **au Venezuela et en Argentine, la pauvreté a augmenté au lieu de diminuer**. Ainsi, en **Argentine**, pays considéré comme le « grenier du monde », la pauvreté extrême touche 20,9% de la population.

Si, aux personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, on ajoute celles qui ne disposent que de 2 dollars par jour, on atteint le nombre de **222 millions de Latino-américains**, soit 43% de la population de la Région.

Pour la Cepal, **la Région reste celle du monde où la distribution de la richesse est la plus inégale**.

En bref, la pauvreté extrême en Bolivie, au Honduras, au Nicaragua et au Paraguay touche plus de 30% de la population ; en Argentine, en Colombie, à El Salvador, au Pérou, au Venezuela et en République Dominicaine entre 20% et 24%. Seulement au Chili, au Costa Rica et en Uruguay, le taux d'indigence est inférieur à 10%.

Palmarès des économies latino-américaines en 2004

Sur la base du PIB, le Mexique reste la première économie du Continent, bien que le pays recule de 2 places du classement mondial et quitte le club des *top ten*. Le Brésil monte d'un rang par rapport à 2003 après avoir occupé la 8^{ème} place mondiale en 1998.

Classement mondial	Pays	PIB (en Mds\$)
12°	Mexique	676,5
14°	Brésil	604,85
35°	Argentine	151,5
38°	Venezuela	109,3
43°	Colombie	97,3
45°	Chili	94,1
52°	Pérou	68,3
63°	Équateur	30,2

Argentine

Encore mieux que prévu en 2005 ?

Une dernière étude fait état d'une croissance de plus de 7% pour 2005, contre des prévisions officielles de « seulement » 6,5% à condition que la tendance actuelle soit maintenue. Il faut noter qu'au 2nd trimestre 2005, l'économie a crû de 8,6% par rapport au même trimestre 2004. Ces prévisions optimistes tiennent compte, entre autres, de l'accroissement de la collecte fiscale de 18,8% au 1^{er} semestre 2005 comparé au même semestre 2004.

La bonne direction de la croissance argentine dépend, également, des accords à décrocher avec le FMI, car il faut tenir compte que le pays doit rembourser 7,1 milliards de dollars en 2006 et 6,2 milliards de dollars en 2007.

Par ailleurs, l'environnement économique du pays donne de bons signes : 23,4 milliards de dollars de réserves, l'activité industrielle a grimpé de 39,6% entre juin 2004 et juin 2005, la hausse du crédit aux particuliers de 29%, l'investissement public a atteint 6% du PIB, le risque pays est passé de plus de 6 000 à 470 points et, fait fondamental, la dette a été réduite de 67 milliards de dollars (!) si l'on additionne les intérêts non payés et les 20 milliards de dollars hors du rééchelonnement...

Attention : ce dernier point devra être étudié et résolu après les élections législatives du mois d'octobre. L'autre point à résoudre est celui de la pauvreté : actuellement, les revenus des 10% des Argentins les plus riches est 28,8 fois supérieur aux 10% des plus pauvres. La situation de pauvreté touche 40,2% des Argentins, soit 15 millions de personnes.

À noter : dans un discours à Tucumán, **Néstor Kirchner** a déclaré que malgré les efforts pour lutter contre le chômage, la mortalité infantile et la pauvreté, le pays reste « toujours en enfer » à cause de la crise économique et sociale qui a éclaté en 2002.

Hausse des M&A

Au cours du 1^{er} semestre 2005, les fusions et acquisitions d'entreprises basées dans le pays ont totalisé **1,25 milliard de dollars**, soit 2 fois plus qu'au cours du même semestre 2004 avec 16 opérations (33% de moins par rapport à 2004). L'opération la plus importante a été l'achat de Movicom BellSouth par Telefónica de España.

Bon excédent commercial mais...

En mai, le solde commercial a atteint 1,18 milliard de dollars, totalisant **4,78 milliards de dollars** depuis le début de l'année. Ce résultat est 19% inférieur à celui de la même période 2004. Au total, entre janvier et mai, les exportations ont atteint 15,6 milliards de dollars, contre 10,8 milliards de dollars d'importations. Pour toute l'année 2005, les prévisions tablent sur 40 milliards de dollars d'exportations, soit une hausse de 15,5% comparé à l'année 2004.

À noter : bien que certains secteurs se plaignent de la pénétration de produits brésiliens dans le pays, les exportations de combustibles et de produits industriels argentins vers le Brésil sont en hausse. Plus particulièrement, les exportations d'essence, d'huile de pétrole non raffinée, de boîtes de vitesse, de véhicules de transport, de bouteilles et autres emballages en plastique et des équipements automobiles ont remplacé les exportations traditionnellement originaires des États-Unis, de la Belgique, de l'Algérie, de l'Uruguay...

Les élections d'octobre

Aux élections du 23 octobre prochain pour le renouvellement du Congrès argentin et les parlements provinciaux, le parti gouvernemental Partido Justicialista (péroniste) se présentera de façon divisée : d'un côté les candidats **kirchneristes** face aux **duhalistes**.

À Buenos Aires, la province la plus riche et peuplée du pays, la bataille sera de taille entre l'épouse du Président Néstor Kirchner et Sénateur sortant, **Cristina Fernández** et **Hilda « Chiche » González**, l'épouse d'Eduardo Duhalde, l'ancien gouverneur de la Province et Président.

Aux côtés des figures politiques et du milieu des affaires traditionnelles, tant du parti au pouvoir comme dans l'opposition de droite comme de gauche, des noms non moins connus figureront sur les listes : des acteurs/actrices, présentateurs de télévision, chanteurs/chanteuses et autres personnages du spectacle...

Il ne faut pas oublier que lors des précédentes élections, des as du volant et autres chanteurs populaires ont été élus à la tête d'importants gouvernements provinciaux. Un comique très connu, candidat lui aussi, a résumé la question : « si tellement de monde supposément sérieux a pris le pays à la rigolade, pourquoi nous qui sommes des rigolos ne pourrions pas prendre le pays au sérieux ? »... Sans commentaire...

Trop d'emplois au noir

Entre janvier et mai, les contrôles du Ministère du Travail ont constaté que dans 36 000 entreprises qui emploient 98 000 personnes, 33% de la main d'œuvre n'était pas légale. Les plus forts taux de situations irrégulières ont été ceux des restaurants, du secteur agricole, de l'industrie du bois, de la construction et des transports.

Rappel : 68% des emplois légaux du pays est généré par le secteur des services et 18% par l'industrie. Par ailleurs, depuis janvier, plus de 2 millions de travailleurs argentins du secteur privé ont bénéficié des hausses des salaires. Par exemple, les 700 000 salariés du secteur du commerce, dont ceux de la grande distribution, ont été réajustés de 18%.

Brésil

Politique monétaire et croissance

Selon les chiffres de l'IBGE, la politique monétaire appliquée par le Banco Central pour contrôler l'inflation serait en train de ralentir la croissance économique du pays.

Variation du PIB par rapport au même trimestre de l'année précédente (en %)	
1 T 2004	+4
2 T 2004	+5,1
3 T 2004	+5,9
4 T 2004	+4,7
1 T 2005	+2,9

Par ailleurs, le volume des investissements serait, également, en recul.

Variation des investissements productifs par rapport au trimestre précédent (en %)	
1 T 04	+3,5
3 T 04	+6,2
4 T 04	-3,9
1 T 05	-3

Face à ses aspects négatifs, il est évident que le taux d'intérêt élevé a agi comme contrôle de l'inflation. Ainsi, en juin, l'Indice des prix de São Paulo a indiqué un recul de 0,15%, soit la première baisse depuis 2003.

Les bienfaits de la nouvelle loi des faillites

Également appelée **Loi de la Remise en état des entreprises** et entrée en vigueur le 9 juin, la nouvelle loi des faillites pourrait injecter près de **85 milliards de dollars** dans l'économie du pays au cours des 6 prochaines années. Ce sont les conclusions d'une étude de Deloitte-Touche-Tohmatsu qui a pris comme référence les résultats atteints en Espagne lors de l'application d'une loi similaire à la brésilienne.

L'épargne des familles

Au 1^{er} trimestre 2005, le taux d'épargne des familles, des entreprises et du Gouvernement a été de **22,5% du PIB**, contre 23,2% au cours du même trimestre 2004.

Réajustement du SMIC

Le nouveau SMIC de 300 reais (125 dollars environ) est entré en vigueur en mai et sera appliqué jusqu'en mai 2006.

Rappel : entre mai 2004 et avril 2005, le SMIC était de 260 reais. Cette institution a été l'initiative du Président **Getúlio Vargas** dans les années 40 et la valeur avait été calculée sur la base de la satisfaction des besoins financiers minimum d'une famille d'ouvriers composée d'un couple où l'homme seul travaillait et de 2 enfants.

Depuis sa création, le SMIC a perdu progressivement de sa valeur, sauf au cours de la présidence de **Juscelino Kubitschek**, le fondateur de Brasilia.

Évolution du SMIC (en reais)			
Année	Valeur	Année	Valeur
1944	307,23	1989	223,18
1959	549,05	1995	202,3
1974	279,52	2005	260,0

Des milliards à l'étranger

Le montant des capitaux brésiliens investis officiellement à l'étranger est passé de 82,7 milliards de dollars en 2003 à **94,73 milliards de dollars** en 2004. Le nombre de personnes ayant déclaré posséder des fonds supérieurs à 100 000 dollars à l'étranger a aussi augmenté à **11 113 déclarants**, contre 10 622 en 2003.

Chili

Davantage de croissance...

En mai, le PIB a grimpé de **6,4%** comparé au même mois 2004. Avec le rythme de croissance depuis janvier, le PIB pour toute l'année oscillerait **entre 5,25% et 6,25%**.

Rappel : en 2004, l'économie chilienne avait crû de 6,1%, soit le plus fort taux depuis 1997 lorsque le PIB avait bondi de 6,6%. Par ailleurs, en 2005, les exportations totales du pays atteindraient 40 milliards de dollars (+29,6% par rapport à 2004) avec un rythme mensuel de 3 milliards de dollars.

... et moins de chômage

Au cours du trimestre mars/mai 2005, le taux de chômage a chuté de 1,1 point, s'établissant à **8,3%**, soit le niveau le plus bas depuis le même trimestre 1998. Malgré la tendance, dans la période, la **force de travail** n'a augmenté que de 180 personnes, totalisant **6,34 millions de Chiliens**.

Sur 12 mois, l'accroissement du nombre d'employés a été de 3%, totalisant 186 750 personnes. Au total, le nombre de personnes occupées est de 5 817 860 Chiliens, ce qui représente une hausse annuelle de 4,3% avec la création de 239 490 nouveaux postes de travail. De ce total, 63,9% correspond à la création de nouveaux emplois salariés et 24,4% à des travailleurs à leur compte.

Jusqu'en mai, au Chili, il y avait officiellement 528 140 chômeurs, chiffre inférieur de 9,1% par rapport à mai 2004.

Investissements à l'étranger

Au cours du premier semestre, l'**Argentine** a été la principale destination des investissements chiliens avec **300 millions dollars**. Les fonds ont été investis dans le commerce, le transport, la sylviculture, l'agro-industrie et la viticulture. Le **Brésil** occupe la 2nde place, ayant attiré 268 millions de dollars. Depuis 1990, l'Argentine a absorbé la moitié des investissements chiliens à l'étranger.

Le programme de la candidate socialiste

Michelle Bachelet, la candidate aux élections pour la présidence du pays pour le parti socialiste a annoncé que son programme politique vise à **faciliter l'accès au crédit aux PME**, ainsi qu'aux micro entreprises.

Michelle Bachelet voudrait soutenir ces entreprises comme moyen de générer de nouveaux emplois. Actuellement, **les micro entreprises et les PME représentent près de 80% de l'emploi dans le pays.**

Bon mois pour les biens de consommation

En avril, les ventes de biens de consommation ont grimpé de **10,7%** comparé à avril 2004. Selon l'INE, entre janvier et avril, la progression a été de 6,4%, soit le 4^{ème} mois de plus forte hausse depuis la création du registre.

La dynamique des achats de biens durables a été favorisée par l'automobile, les réfrigérateurs et les meubles avec un bond de 25,1%, tandis que les biens non durables ont enregistré une hausse de seulement 7,8%. Dans le classement général, la vente d'automobiles neuves et d'occasion arrive en tête avec une progression de 42%, suivie du bricolage, de la peinture, des produits en verre et du textile. Inversement, en avril, la vente de combustible a reculé de 2,1% comparé à avril 2004.

Par type de commerce, l'INE souligne que les ventes dans les magasins spécialisés ont augmenté de 10,9% et celles du commerce généraliste de 10,4%. En particulier, en mai, les ventes des supermarchés ont crû de 4,3% comparé à mai 2004, soit une hausse de 6,4% depuis janvier. Ce calcul a été élaboré à partir des 696 établissements de tout le pays qui ont, au moins, 3 caisses enregistreuses.

Attention : en mai 2004, il y avait 679 magasins, ce qui veut dire qu'en 12 mois 45 supermarchés ont fermé leurs portes et 62 ont démarré leur activité.

Colombie

Ce que cachent les transferts des émigrés

Le fait que beaucoup de foyers vivent des ressources envoyées par des membres des familles résidant à l'étranger ne fait pas apparaître certaines personnes comme chômeurs dans les statistiques officielles. Au fond, contrairement aux apparences, les transferts des émigrés provoquent une distorsion sociale et économique du point de vue du travail, de la génération de richesse et d'épargne. Aujourd'hui, dans le pays, **le chômage touche officiellement 12,5% de la population active.**

1 - Les sommes ne sont pas suffisantes pour être investies et capables de générer de la richesse. Pour 70% des bénéficiaires, les fonds leur permettent d'acheter les biens nécessaires à la vie quotidienne.

2 - L'étude gouvernementale sur le sujet montre, aussi, que la dépendance des familles à ces ressources oscille entre 2 et 5 ans et, dans beaucoup de cas, les transferts sont le substitut de l'emploi : **83% des migrants sont employés tandis que 43% des familles bénéficiaires ne travaillent pas !**

3 - L'autre détail est donné par le fait que la plupart des familles qui reçoivent des fonds de l'étranger possèdent, par exemple, les mêmes électroménagers que celles qui ne bénéficient pas de ces ressources.

4 - L'émigration présente aussi un coût social car, généralement, ce sont les parents qui partent travailler à l'étranger laissant les enfants sous la responsabilité de l'aîné(e), faisant apparaître des chefs de famille de moins de 20 ans.

5 - Les familles qui reçoivent ces fonds appartiennent aux **segments 2 et 3**, exposés au chantage de groupes malfaiteurs qui profitent de l'absence des parents, ce qui génère davantage de **délinquance**...

6 - 66% des émigrés sont âgés entre 22 et 50 ans ayant, en moyenne, 500 euros de revenus mensuels leur permettant d'envoyer près de 250 dollars.

En 2004, le pays a reçu officiellement **3,17 milliards de dollars** (2,8 milliards en 2003) **en provenance principalement d'Espagne et des États-Unis**. Au cours du 1^{er} trimestre 2005, les montants transférés se sont élevés à 752 millions de dollars, contre 709 millions au même trimestre 2004.

Attention : en 2004, la hausse des transferts a été de 3,6%, contre 24,7% en 2003 par rapport à 2002. Ce ralentissement correspond à la baisse du cours du dollar et de l'euro, ainsi qu'à la réduction du nombre d'expatriés colombiens. Ainsi, entre 1996 et 2003, la moyenne annuelle des expatriés était de 200 000 personnes, contre 165 683 personnes en 2004.

Davantage d'exportations

Au premier trimestre, l'excédent commercial a atteint **353,6 millions de dollars** grâce à l'exportation de véhicules. Les exportations vers les États-Unis, l'Équateur, Porto Rico et le Venezuela ont laissé un solde positif, tandis qu'avec la Chine, le Brésil, le Mexique et l'Allemagne, le solde a été négatif.

Le principal marché pour les exportations colombiennes a été celui des **États-Unis**, à qui la Colombie a vendu des combustibles, des huiles minérales, du café, du thé et des épices.

À noter : durant la période, les exportations de véhicules ont bondi de 274,3% à 138,2 millions de dollars.

La politique d'Uribe

Au cours des 3 années de gouvernement, la politique de pacification du pays du Président **Uribe** s'est traduite par la réinsertion de 12 000 personnes membres de groupes violents (guérilla et paramilitaires). Par ailleurs, il a reconnu que dans le pays, il existe toujours 66 000 hectares de cultures illicites.

Mexique

Entrepreneurs déçus

La **Coparmex** a déclaré que depuis l'élection du Président Fox, les résultats du Congrès National sont nuls en matière de grandes réformes et cette paralysie a freiné l'économie et engendré du chômage.

Ainsi, entre janvier et mai, la production industrielle a crû de 3%, soit un taux inférieur de 1,6% par rapport à celui de mai 2004. Par ailleurs, l'INEGI a annoncé qu'au cours des 5 premiers mois de l'année, le secteur de la construction a grimpé de 2,9%, la manufacture de 1,5% et celui des mines de 0,7%, tandis que la production d'électricité, de gaz et d'eau a reculé de 0,5%. Déjà en mars, la production manufacturière avait chuté de 5,3% comparé à mars 2004.

À noter : le Président Fox a déclaré que son gouvernement a été le meilleur de l'histoire du pays grâce à son action dans les domaines du logement social, du combat contre la pauvreté et l'investissement en infrastructures.

Combien de Mexicains ?

En juin, le pays comptait **106,4 millions d'habitants** et devrait achever l'année avec 106,9 millions de Mexicains. Ces chiffres tiennent compte des 400 000 Mexicains émigrés dans l'année, chiffre qui se répète annuellement depuis 2001. Le taux de fécondité est de **2,11 enfants par femme** et l'espérance de vie moyenne est de **75,4 ans** (73 pour les hommes et 77,9 pour les femmes). Les prévisions tablent sur une population de 124,3 millions d'habitants en 2025.

Actuellement, aux États-Unis, vivent 10 millions de Mexicains nés au Mexique, dont 90% se trouvent en Californie, au Texas, dans l'Illinois et dans l'Arizona.

Davantage d'inégalités

Selon le PNUD, au Mexique, la situation d'inégalité entre les États et les régions devient de plus en plus aiguës. L'étude montre que l'Indice de développement humain des villes de Mexico et de San Pedro Garza García est similaire à celui de l'Italie. En revanche, la ville de Metlatonoc présente les mêmes caractéristiques du Malawi. Ce sont dans les États de Veracruz, Guerrero, Oaxaca, Chiapas et Puebla où se concentrent les plus forts taux d'inégalité. Par ailleurs, la moyenne du PIB par habitant de Mexico était d'environ 5 000 dollars en 2003, tandis qu'au Chiapas, la somme n'atteignait que 2 000 dollars.

Encore les transferts des émigrés

Selon la BID, 7 Mexicains sur 10 qui reçoivent des fonds des émigrés habitant à l'étranger n'ont **aucun rapport avec des institutions bancaires**. Seulement 33% des adultes qui bénéficient de ce genre de transferts possèdent un compte bancaire ou similaire. Au Brésil, le taux atteint 63%, en Colombie 52% et en Équateur 46%.

Rappel : 1 foyer sur 18 bénéficie des fonds envoyés par des membres des familles résidant à l'étranger, surtout aux États-Unis.

Entre 1994 et 1996, le nombre de foyers qui recevaient ces fonds est passé de 665 000 à 1,07 million et en 2004 à **1,43 million de foyers**.

50,5% des foyers récepteurs des transferts se trouvent en milieu rural et 49,5% dans des centres urbains de plus de 2 500 habitants.

La plupart des foyers utilisent les fonds pour satisfaire leurs besoins de base et moins de 10% réussissent à mettre de côté un peu d'argent.

Les chiffres de l'emploi

Durant le mois de juin, dans le pays, 47 360 emplois dûment enregistrés ont été créés. Avec ce chiffre, l'emploi retrouve le même niveau que lors du départ du gouvernement Fox fin 2000. Ainsi, fin juin, le nombre de travailleurs inscrits à la sécurité sociale était de **12 799 783 personnes**.

Attention : depuis l'arrivée au pouvoir du Président Fox, près de 500 000 Mexicains ont perdu leur travail à cause du ralentissement de la croissance économique aux États-Unis.

Rappel : à l'arrivée à la Présidence du Mexique de Vicente Fox, le taux de chômage était de 1,9%, contre 3,27% actuellement.

Retour de la confiance

En juin, l'indice de confiance des consommateurs s'est amélioré, se plaçant à **100,7 points** grâce à la perception d'un environnement économique plus favorable. Par ailleurs, pour le 2nd mois consécutif, **l'inflation** a été négative, ce qui permet d'établir un taux de 4,33% entre janvier et juin.

Pérou

Bon taux de croissance

En juin, le PIB du pays aurait grimpé de **5,3%**, totalisant une croissance de 5,6% au cours du premier semestre, contre une hausse de 4% au cours du même semestre 2004. Les secteurs leaders de cette croissance sont le **manufacturier**, les **services** et la **construction**, encouragés par la consommation interne.

Exportations doublées

Les autorités ont annoncé qu'en termes annuels, en juin, les exportations ont atteint **14 milliards de dollars**, soit le double de l'époque où le Président Toledo assumait le pouvoir.

À noter : entre 2000 et 2004, se sont incorporées 908 nouvelles entreprises exportatrices qui ont gagné 20 nouveaux marchés avec 384 nouveaux produits.

Peuple entrepreneur

Selon une étude de la Florida University, 40 Péruviens sur 100 en âge d'être actif économiquement (18/64 ans) gère sa propre entreprise, contre 13 sur 100 aux États-Unis.

À noter : au Venezuela et en Équateur, le taux est de 26%, au Mexique de 16% et au Chili de 15%.

Lima est trop chère

Pour la 2^{ème} année consécutive, la capitale péruvienne a été sacrée la ville la plus chère d'Amérique du Sud, occupant la 118^{ème} place (118 points) du palmarès mondial, où Tokyo est au 1^{er} rang. En revanche, Buenos Aires, Montevideo et Caracas figurent parmi les meilleurs marchés.

Uruguay

Pays équitable

Bien qu'en 2004, près de 30% de la population du pays avaient des revenus en-dessous du seuil de pauvreté, selon le PNUD, l'Uruguay est le pays d'Amérique Latine où la richesse est distribuée de façon la plus équitable.

Le coût de la passation de pouvoir

Les cérémonies célébrées lors de la prise de pouvoir du Président Tabaré Vázquez en mars 2005 auraient coûté au Trésor Public 140 000 dollars...

Invasion argentine ?

Entre janvier 2000 et mai 2005, les autorités ont régularisé la résidence en Uruguay de 2 716 citoyens argentins. Par ailleurs, en Argentine, il y aurait près de 300 000 Uruguayens.

Venezuela

Baisse de la TVA

À partir du 1^{er} août, le taux de la TVA passera de 15% à **14%**. La décision du gouvernement d'Hugo Chávez est destinée à réduire l'inflation (18% environ), augmenter le pouvoir d'achat et favoriser l'emploi. La mesure devrait se traduire par une baisse des recettes fiscales de 1,6 milliard de dollars.

Hausse des revenus et hausse des dépenses

Les revenus pétroliers en hausse, collecte fiscale en progression, bénéfices de change additionnels et transferts des réserves à un fonds spécial permettent au gouvernement d'augmenter les dépenses, même au-delà de ce qui a été fixé.

Ainsi, le budget 2005 qui représente 30,9% du PIB du Venezuela, devrait être revu à la hausse, pouvant atteindre 36,2%.

Dès que les prix du brut ont commencé leur hausse en 2003, le gouvernement a décidé d'accélérer ses dépenses. Il ne faut pas perdre de vue, non plus, le climat électoral qui devrait se proroger jusqu'en 2006.

Rappel : au moment de l'établissement du budget, le prix du panier du pétrole vénézuélien était de 23 dollars, contre 40,50 dollars actuellement, soit le gouvernement dispose de 17,50 dollars de plus que prévu.

Commerce avec l'Argentine

En 2004, les importations de produits argentins ont atteint **456 millions de dollars** et les exportations vers l'Argentine **186 millions de dollars**. Grâce aux projets communs accordés par les gouvernements vénézuélien et argentin, le commerce bilatéral devrait atteindre 1 milliard de dollars.

Riche Trésor Public

Selon le Ministre des Finances, au 1^{er} semestre 2005, les revenus fiscaux ont été **30% supérieurs** aux prévisions. Ainsi, le Gouvernement a encaissé **5 milliards de dollars supplémentaires** grâce, évidemment, aux rentrées générées par la hausse du pétrole.

Bonnes perspectives pour 2005 et 2006

Selon les prévisions, cette année, la hausse du PIB devrait dépasser 6% avec une plus forte progression du secteur non pétrolier. En même temps, l'inflation ne devrait pas dépasser les 15%, bien que le contrôle des prix ne soit pas totalement maîtrisé.

Pour l'an prochain, la croissance économique devrait tourner autour de 5% et l'inflation de 10% avec un taux de chômage de 9%.

Ces chiffres ont été calculés sur la base d'un baril de pétrole à 25 dollars et une production de 3,4 millions de barils par jour.

Dans ces conditions, la dévaluation du bolivar n'est pas à l'étude et il devrait rester la parité de 2 150 bolivars par dollar américain.